

Egero, Bertil, Mozambique : *A Dream Undone. The Political Economy of Democracy, 1975-1984*. Uppsala (Suède), Scandinavian Institute of African Studies (Nordiska Africaninstitutet), 1987, 230 p.

Marie Lavigne

Volume 19, numéro 4, 1988

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/702438ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/702438ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Lavigne, M. (1988). Compte rendu de [Egero, Bertil, Mozambique : *A Dream Undone. The Political Economy of Democracy, 1975-1984*. Uppsala (Suède), Scandinavian Institute of African Studies (Nordiska Africaninstitutet), 1987, 230 p.] *Études internationales*, 19(4), 755–757. <https://doi.org/10.7202/702438ar>

du nouveau président n'a certainement pas été mal vue » ni par les Soviétiques, ni par les Occidentaux.

Quant à l'Accord d'Incomati (pp. 99-136), l'auteur a retenu essentiellement trois principaux facteurs qui ont influencé sa signature :

Premièrement, la pression militaire de la RSA par Renamo interposée ; deuxièmement la famine, les calamités naturelles (cyclone, sécheresse, inondations) ; troisièmement les erreurs du Frélimo l'ayant conduit dans une situation défavorable (échec de la politique agricole, catastrophe qu'a constitué l'Opération Production en faisant perdre au Frélimo l'espace politique dont il jouissait encore auprès des Mozambicains après le IV<sup>ème</sup> congrès, conception de la guerre classique contre la Renamo et atrocités commises par les forces gouvernementales). (p. 100)

Incomati apparaît donc comme le fruit d'une conjoncture défavorable dans la politique mozambicaine selon l'auteur qui fait remarquer d'ailleurs qu'il a été signé le 16 mars 1984 « sans aucune consultation du Comité Central du Frélimo. » Incomati découle donc d'une impasse et non d'une trahison. (p. 134) C'est le résultat « d'une politique économique de conciliation et de collaboration avec le monde capitaliste, rendue d'autant plus nécessaire que le maintien, inchangé pour une fois de la superstructure politique du pays fondé sur la fusion État/parti unique, a engendré un profond pourrissement. » (pp. 134-135)

Dans la dernière partie du livre, l'auteur nous replonge dans le vieux débat classique de ce qu'est le marxisme africain. Ainsi, après avoir évoqué les caractéristiques du marxisme mozambicain, l'auteur écrit : « Tout régime se réclamant du marxisme (que ce soit fictif ou réel...) suppose une intervention, certes ordonnée et encadrée, mais massive et durable des ouvriers et paysans, et le parti marxiste au pouvoir (surtout si ce pouvoir n'est pas définitivement établi) se doit de l'impulser... »

À partir de différentes considérations théoriques et empiriques, l'auteur vient à con-

clure que le marxisme frélimiste n'est pas uniquement formel, « mais la nature de la structure politique créée, engendre les conditions de son isolement et de l'existence d'un État largement suspendu dans les airs. » (p. 146)

En conclusion, il nous semble que l'auteur tombe dans les mêmes travers qu'il reproche aux autres, notamment en ce qui a trait à la connaissance du marxisme en général et du marxisme au Mozambique en particulier.

Michel HOUNDIAHOUE

*École Nationale d'Administration  
Cotonou, Bénin*

EGERO, Bertil, *Mozambique: A Dream Undone. The Political Economy of Democracy, 1975-1984*. Uppsala (Suède), Scandinavian Institute of African Studies (Nordiska Afrikainstitutet), 1987, 230p.

Le Mozambique est une ancienne colonie portugaise parvenue à l'indépendance en 1975 et dès lors engagée dans une orientation socialiste. Ce que l'on en sait généralement tient en peu de mots : c'est un pays qui se trouve dans l'orbite soviétique comme l'Angola, autre ancienne colonie portugaise, comme l'Éthiopie ; c'est comme celle-ci un pays pauvre frappé par la famine ; c'est enfin un pays constamment menacé sur ses frontières et où le pouvoir officiel est aux prises avec des mouvements de résistance, tous se réclamant de la volonté populaire.

L'auteur se présente d'emblée comme un observateur de longue date — son premier contact remonte à 1967 avec le Front de Libération du Mozambique, le Frelimo, à Dar es Salam — et un observateur engagé, puisque pendant trois ans (1978-1980) il a exercé des fonctions de coopérant à la Commission de planification, retournant dans le pays à plusieurs reprises depuis.

L'évolution du Mozambique est marquée par une contradiction frappante entre le régime de pouvoir populaire instauré en 1975 et l'extrême misère du peuple dix ans après. Comment en est-on arrivé là alors que le nouveau pouvoir avait sincèrement pour objectif de

satisfaire les besoins élémentaires du peuple ? L'auteur défend une thèse explicative de cette contradiction. Le nouveau pouvoir a adopté une stratégie de modernisation et industrialisation, calquée sur la transition vers le socialisme des démocraties socialistes européennes, qu'il croyait réalisable grâce à la mobilisation politique des masses paysannes, effectivement très puissante et soutenue. Mais les conditions économiques d'une telle stratégie étaient impossibles à réunir. Une comparaison terminale avec Cuba éclaire le propos de l'auteur.

La stratégie économique étant enracinée dans une pratique politique, c'est avec celle-ci que l'ouvrage commence. Passant de la lutte armée à la gestion de l'État après l'indépendance, le Frelimo sous-estima à la fois la résistance de la bourgeoisie coloniale à toute coopération et l'adhésion des masses paysannes au « Pouvoir populaire. » Le Mozambique offrait une situation jusque-là inédite, celle d'un pays richement doté en ressources naturelles mais exploité par un colonisateur lui-même pauvre et sous-développé. De ce fait la période coloniale se caractérisa par une dépendance croissante de la colonie par rapport aux pays voisins plus riches, la Rhodésie et l'Afrique du Sud. Le nouveau régime, immédiatement confronté à l'hostilité de l'Afrique du Sud avec de graves conséquences économiques (la perte immédiate de ressources financières dont bénéficiait auparavant la colonie) mita sur la mobilisation paysanne et la mise en place de villages communaux et fermes d'État. Ensuite dès 1978 la planification centralisée fut introduite, appuyée sur les nationalisations intervenues dans l'étroit secteur industriel. Mais à partir de 1980, la généralisation de la famine et du « banditisme » organisé d'Afrique du Sud, la montée de la dette extérieure conduisant en 1983 à une demande de rééchelonnement, entraînèrent un changement de stratégie. En 1983, le Parti décréta un tournant vers le désengagement de l'État et une décentralisation de la gestion économique, ainsi qu'un retour au « marché. »

À ce point de l'analyse l'ouvrage oblique vers le compte rendu de travaux de terrain : une équipe dont l'auteur fait partie a conduit

une recherche sur le plateau de Mueda en 1983, tentant de comprendre l'échec de la politique initiale du gouvernement : érosion du pouvoir, conflits de classe, non respect du « contrat social » par les autorités. C'est ici qu'intervient la comparaison avec Cuba, avec beaucoup de ressemblances mais aussi des différences, la principale étant dans l'île caraïbe une efficacité sensiblement supérieure de la mobilisation étatique des masses, renforcée par les mesures gouvernementales tendant à l'amélioration du niveau de vie.

L'auteur conclut sur les possibilités limitées de la transition vers le socialisme pour des pays pauvres : ces pays « n'ont pas réellement le choix d'un « marché socialiste » et d'une technologie socialiste qui leur permettrait d'échapper à une dépendance héritée et profonde par rapport à l'Ouest. Au contraire, ils ont besoin de s'assurer un flux continu de devises, de manière à maintenir leur potentiel de production hérité et à s'industrialiser dans une orientation compétitive. » (p.182)

Les pays socialistes sont-ils, dans ce processus, des « alliés naturels » ? Les experts des pays de l'Est étaient déjà présents avant l'indépendance et ont ensuite organisé la planification et la nationalisation. Ils ont fait pencher la balance du côté de la centralisation et on peut dire ainsi qu'il y a eu « une symbiose de fait entre l'héritage colonial et la pratique du socialisme d'État d'Europe de l'Est. » (p. 184). Sur le plan international, le Mozambique n'avait pas comme l'Angola des ressources pétrolières à commercialiser, ni comme Cuba (avec le sucre) une matière première à travers la commercialisation de laquelle l'assistance socialiste pouvait être canalisée. Le seul domaine où les besoins du Mozambique pouvaient rencontrer les offres d'aide des pays socialistes était l'agriculture étatisée, qui effectivement a bénéficié de la coopération technique de ces pays. Mais cela même a conduit à un renforcement du bureaucratisme d'État.

Que faire maintenant ? L'auteur place ses espoirs dans une renaissance du Pouvoir populaire, non implantée d'en haut (p.193). Compte tenu de l'analyse qui précède, c'est plutôt un acte de foi qu'une conclusion justifiée.

L'ouvrage ne se cache pas de présenter une approche engagée, de l'intérieur. La sympathie pour son sujet n'exclut pas l'objectivité mais s'accompagne d'un certain désordre dans la présentation et d'éclairages « préférentiels » sur certains points. C'est vraiment d'une « économie politique » qu'il s'agit. L'analyse pourrait être systématisée de deux points de vue : relier les évolutions observables au Mozambique à des théories générales du développement ; approfondir l'analyse que les pays socialistes européens font de l'« orientation socialiste », éventuellement avec une perspective comparative (ici esquissée uniquement avec l'Angola). On doit rappeler en effet que le Mozambique a été, parmi les cinq pays à orientation socialiste confirmée par le statut d'observateur au Comecon (outre les deux pays lusophones, cette liste comprend l'Afghanistan, l'Éthiopie et le Yémen du Sud), le seul à avoir expressément demandé deux fois depuis 1981 son adhésion à l'organisation économique internationale des pays socialistes. Cette adhésion lui a été refusée en raison de la charge qu'elle eût entraînée pour les pays socialistes « développés ». Une « révision » de la notion même d'orientation socialiste a été opérée par la suite dans la littérature de ces pays.

En tout état de cause, la rareté même des travaux sur le Mozambique (parmi lesquels on peut citer ceux de l'économiste et sociologue britannique Gary Littlejohn, membre de la même équipe) conduit à saluer la parution de cet ouvrage, quelles que soient les réserves mineures que l'on peut faire sur l'approche de l'auteur.

Marie LAVIGNE

*Centre d'Économie internationale  
des pays socialistes, Université de Paris I*

PETERSEN, Kirsten Holst (Ed.) *Religion, Development and African Identity*. Uppsala, Scandinavian Institute of African Studies, Coll. « Seminar Proceedings », n° 17, 1987, 163p.

Ce petit livre est précieux. Issu d'un séminaire de quatre jours organisé à Uppsala par l'Institut Nordique de Recherches Mis-

sionnaires (NIME) et l'Institut Scandinave d'Études Africaines (SIAS), il présente une dizaine de textes parmi lesquels la conclusion-résumé de Terence Ranger n'est pas le moins stimulant. Précieux par la diversité d'inspiration des contributions qui témoigne de ce que les participants ont su pour la plupart contourner l'écueil que pouvait *a priori* constituer le thème à la fois ambitieux et étroit du séminaire : religion, développement et identité africaine. Car c'était évidemment une gageure de parler d'identité africaine, ou autre d'ailleurs, lorsque l'on traite de religions universelles telles que le Christianisme et l'Islam. C'en était une autre, tout aussi importante, que de rapprocher systématiquement la religion et le développement, comme si dans une interprétation figée de la thèse de Weber, le développement pouvait être réduit à sa dimension religieuse.

Emefie Ikenga Metuh, de l'Université de Jos (Nigéria) fait le point des analyses expliquant la conversion des populations africaines. Ce passage des anciennes croyances aux nouvelles est complexe dès que, dépassant les simples manifestations extérieures, pourrait-on dire, on recherche les causes réelles, autres que l'éternel recours au colonialisme, et surtout lorsque l'on s'interroge sur ce qui subsiste des anciennes croyances et comment elles ont disparu ou survécu. D'autant plus que précisément une seule croyance ne s'est pas substituée à la « multitude » du passé. Il y a tout d'abord les deux grandes religions, l'Islam et le Christianisme. De plus chacune d'elles n'est pas strictement monolithique. Si l'une et l'autre ne peuvent reposer que sur de grands dogmes qui doivent être acceptés lors de la conversion, elles présentent une certaine diversité. Ce qui, par exemple, a pu frapper les Africains, c'est précisément dans le christianisme l'existence même de différentes églises adorant le même Dieu. En passant en revue les divers facteurs sociaux, culturels, économiques, politiques censés expliquer la conversion, on est obligé à un moment ou à un autre de réintroduire les facteurs religieux eux-mêmes, ce que l'homme de science répugne à faire, même en matière de religion, car il a l'impression alors que l'objet de sa recherche lui échappe.